



CONSTRUISONS UNE RETRAITE DECENTE POUR TOUS PRIVE - PUBLIC

**LE 10 JUIN : TOUS ENSEMBLE
EN GRÈVE ET DANS LA RUE !**

Fait à Saint Cyr l'École, le 05 juin 2003.

"Sans réforme, nos régimes connaîtraient un déficit annuel de l'ordre de 50 milliards d'euros à l'horizon 2020" (exposé des motifs du projet de loi portant réforme des retraites, dite loi FILLON).

Ce qu'on oublie de nous dire le gouvernement, c'est que la part des salaires dans le P.I.B. par rapport aux revenus financiers a reculé de 10 points en 20 ans. Et c'est à nous, et à nous seuls, salariés que l'on demande de supporter un nouvel effort, alors que, rien que pour cette année, ces 10 points représentent 150 MILLIARDS D'EUROS. Pourquoi continuer dans cette voie où notre travail génère des richesses dont nous ne profitons pas ? Pourquoi une part des futurs gains de productivité ne serait pas plutôt affectée à nos retraites ?

Oui, nous sommes D'ACCORD POUR UNE RÉFORME, MAIS nous pensons qu'IL EXISTE DES SOLUTIONS ALTERNATIVES à ce projet de loi.

Mr FILLON,

nous sommes d'accord pour ouvrir un vrai débat et nous proposons :

- D'élargir l'assiette des cotisations à tous les revenus
- D'augmenter la part des cotisations patronales au même titre que les cotisations payées par les salariés
- De favoriser le plein emploi (*vaut-il mieux financer un retraité ou un chômeur ?*)
- De refuser les plans sociaux qui excluent les salariés bien avant 60 ans (*actuellement 2/3 des salariés du privé qui liquident leur pension ne sont plus en activité*)
- De taxer financièrement les actionnaires des sociétés qui acceptent les subventions, puis délocalisent les emplois
- De renoncer au plan BALLADUR (*renoncer aux 40 annuités dans le privé coûterait 0,3 point de P.I.B. à échéance 2040 !!!*)

Mais **nous refusons** :

- L'allongement de la durée de cotisations (*les employés du service public cotisent toute leur vie active*) et revendiquons l'égalité pour tous : 37,5 annuités, public/privé
- Une baisse visible ou déguisée du montant de nos pensions à venir
- L'instauration d'un régime complémentaire par capitalisation (*nous revendiquons l'intégration des primes dans les salaires*)

A l'INRA, nous étions plusieurs milliers en grève le 13 mai et depuis la mobilisation se poursuit à chaque "point fort" ; ainsi dans plusieurs centres, la grève est reconduite depuis le 3 juin.

Dans l'éducation, les personnels ne sont pas dupes des manœuvres pour essayer de leur faire reprendre le travail en repoussant la question de la décentralisation à l'automne. Dès le 3 juin, après avoir été reçue par MM Ferry et Sarkozy, la FERC (Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture, CGT) a appelé, avec les autres fédérations syndicales (SGEN-CFDT, FSU, UNSA, FO, G10) à la poursuite du mouvement. Et un peu partout dans le pays, les manifestations et les grèves dans plusieurs secteurs (impôts, poste, transports, SNCF, etc.) ont continué ou commencé.

Seule une **mobilisation encore plus forte** conduira le gouvernement à retirer son projet sur les retraites !

TOUS ENSEMBLE

NOUS POUVONS GAGNER